

Services Vétérinaires : Santé et Protection des Animaux et de
l'Environnement
38 cours Clémenceau
CS 41603
76107 Rouen Cedex

Rouen, le **01 AVR. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL LE TEMPLE DES LOUPS

Le Pubel
76590 Muchedent

Références :

- Arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

Code AIOT : 0003900240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement SARL LE TEMPLE DES LOUPS implanté Le Pubel 76590 Muchedent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL REVE DE BISONS -LE TEMPLE DES LOUPS
- Le Pubel 76590 Muchedent
- Code AIOT : 0003900240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un parc de présentation au public de loups, espèce animale non domestique, et est répertoriée sous la rubrique n° 2140 de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Participation aux actions de conservation	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite d'élevage	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16	Sans objet
2	Matériels de capture, de contention et d'abattage	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25	Sans objet
3	Installations d'hébergement et clôtures	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30	Sans objet
4	Intégrité des clôtures	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	Sans objet
6	Conservation	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 55	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est bien tenu. Des actions de conservation pour le loup sont à entreprendre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage
Prescription contrôlée : Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien. Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée. Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en oeuvre.
Constats : Tous les matins, le capacitaire passe, ainsi que le soir. Depuis son habitation, M. Guillaume DENIS peut voir les parcs des loups communs et les arctos.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Matériels de capture, de contention et d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25
Thème(s) : Élevage, Matériels de capture, de contention et d'abattage
Prescription contrôlée : Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques.

En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.

Constats :

Présence d'un lasso, d'une pince pour attraper les petits, d'un fusil hypodermique utilisé par le vétérinaire, une arme d'abattage rangée dans une armoire fermée dans le logement de M. Guillaume DENIS. Il s'agit d'une carabine d'un calibre 308 de marque TITAN 6, avec lunette et silencieux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations d'hébergement et clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30

Thème(s) : Élevage, Installations d'hébergement et clôtures

Prescription contrôlée :

Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.
Les clôtures sont suffisamment visibles pour les animaux. L'utilisation des fils barbelés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux est interdite.
Les appareils et fils électriques ne doivent pas pouvoir être détériorés par les animaux.
Si des lieux où sont hébergés des animaux sont inondables, les établissements disposent d'autres lieux d'hébergement où les animaux pourront, le cas échéant, être acheminés.

Constats :

Les enclos des loups préservent l'intégrité des animaux et préviennent l'apparition d'accidents.
Les clôtures sont visibles pour les animaux et les fils électriques ne leur sont pas accessibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intégrité des clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32

Thème(s) : Élevage, Intégrité des clôtures

Prescription contrôlée :

Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès.
Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation.
L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence.
Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés.

Constats :

Les montants des clôtures sont enterrés à une profondeur d'1 m dans des silex. La tension des fils des clôtures électriques est vérifiée régulièrement. Le grillage est adapté à l'espèce. L'exploitant a la possibilité de tourner tout autour des parcs pour vérifier les clôtures.

Si la clôture d'un parc était endommagée, l'exploitant a la possibilité de transférer les animaux dans un autre enclos.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Participation aux actions de conservation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54

Thème(s) : Élevage, Participation aux actions de conservation

Prescription contrôlée :

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, les établissements participent aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Ils contribuent à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.

Constats :

L'établissement réalise des dons d'animaux.

L'établissement ne participe pas à des programmes d'élevage pour le loup commun (*Canis lupus lupus*).

L'exploitant est en contact avec l'association FERUS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher d'un organisme national qui lui permettra de connaître les programmes existants pour le loup commun.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conservation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 55

Thème(s) : Élevage, Conservation

Prescription contrôlée :

Les établissements contribuent auprès des éleveurs d'animaux d'espèces non domestiques ou auprès des organisations intéressées à la conservation de la diversité biologique, à la diffusion des informations qu'ils détiennent en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'élevage des animaux sauvages en captivité, des connaissances de leur biologie ou des connaissances utiles à la conservation de la diversité biologique.

Constats :

L'exploitant échange avec d'autres parcs (parc animalier de Ste Croix (57810 RHODES), des Monts de Guéret (23300 Ste FEYRE) et Thoiry (78770)) notamment sur la zootechnie, protection de l'espèce, la sécurité, l'information du public, la préservation de la faune sauvage locale.

Type de suites proposées : Sans suite